

Portrait du paysage politique pour l'autonomisation économique des femmes au Rwanda

Le Rwanda aspire à devenir un pays à revenu intermédiaire d'ici 2035, en tant que plaque tournante d'échanges économiques et de communications. Les plans de développement nationaux du pays visent à assurer la transition vers une économie fondée sur la connaissance et la technologie. Ce projet présente d'énormes possibilités pour l'emploi et l'entrepreneuriat des femmes et des jeunes.

Malgré les progrès réalisés en matière d'égalité des sexes, y compris dans la participation politique, les Rwandaises restent désavantagées par leur accès limité aux actifs et au contrôle des ressources et des services productifs, tels que le crédit, la technologie, l'information et les intrants agricoles. Elles effectuent également la majeure partie du travail de soins non rémunéré.

En tant que soutien de famille et pourvoyeuses de soins, les femmes et les filles ont été parmi les plus vulnérables aux effets de la COVID-19. Leur accès aux services vitaux est perturbé par les politiques de prévention et d'intervention, et elles sont économiquement menacées par leur concentration dans des secteurs fortement touchés, tels que le tourisme et l'hôtellerie.

Quels sont les leviers politiques permettant de faire progresser l'autonomisation économique des femmes (AEF) au Rwanda, et quel rôle la recherche peut-elle jouer ?

Cette reprend les principales conclusions d'un document d'orientation qui met en évidence les politiques, plans et initiatives liés à l'AEF au Rwanda. Fondé sur un examen rapide de la littérature scientifique, politique et de programmation existante, complété par des entretiens avec les parties prenantes et des discussions avec des groupes témoins, la note documente les connaissances, les innovations et les solutions potentielles dans les pays pour l'autonomisation des femmes, avec un accent particulier sur trois thèmes prioritaires - les soins non rémunérés, la ségrégation entre les sexes sur le marché du travail, et l'action collective des femmes.

Situation économique des femmes

Le Rwanda est devenu un leader dans la promotion de la participation politique des femmes. En 2017, le pays s'est classé quatrième au niveau mondial et premier en Afrique selon l'indice mondial des disparités entre les sexes du Forum économique mondial. Malgré ces progrès, il subsiste d'importants écarts entre les sexes. Les femmes



représentent plus de la moitié de la population rwandaise, mais continuent d'être à la traîne en termes de possibilités d'emploi : un peu plus de 45 % participent au marché du travail contre 63 % des hommes.

En outre, les femmes participent moins que les hommes à l'entrepreneuriat en raison de leur manque de compétences et de capacités spécifiques : seulement 45 % des entreprises urbaines sont détenues par des femmes, alors que dans les zones rurales, les hommes possèdent 83,4 % des entreprises. Seulement 24 % des femmes détiennent des comptes dans les systèmes bancaires commerciaux, et seulement 38 % des femmes peuvent accéder au crédit en utilisant la terre comme garantie. Cet accès limité au financement entrave la capacité des femmes à être économiquement autonomes.

Malgré les réformes du droit foncier qui ont accordé aux femmes et aux hommes des droits de propriété égaux, les femmes n'ont toujours qu'un contrôle limité sur les ressources productives et ont un pouvoir de négociation limité au sein du ménage. De plus, si la stratégie agricole du pays est essentielle pour réduire la pauvreté et stimuler la croissance, les femmes restent cantonnées dans des tâches familiales non rémunérées. La dernière enquête sur la population active (2018) montre que les femmes consacrent en moyenne 25,3 heures par semaine aux tâches familiales, contre 13,5 heures pour les hommes.

Près d'un quart des femmes (23 %) sont analphabètes, contre 18 % des hommes. La parité relative entre les sexes a été atteinte dans le primaire et le secondaire grâce à

diverses initiatives en faveur de l'éducation des filles. Toutefois, les filles et les femmes sont à la traîne dans l'enseignement supérieur et technique. Leurs taux d'inscription plus faibles limitent la compétitivité des femmes dans les emplois liés aux sciences.

Principales politiques, plans et programmes relatifs à l'AEF

Le Rwanda a fait de grands efforts pour promouvoir l'intégration économique, en mettant l'accent sur les femmes et les jeunes. L'égalité des sexes est une question intersectorielle dans les cadres de développement nationaux tels que la Vision 2020, la stratégie nationale de transformation sur sept ans et les plans stratégiques sectoriels. Pourtant, si de nombreuses politiques existantes couvrent l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, d'importantes lacunes subsistent.

Travail de soins non rémunéré

Il n'y a pas de politique spécifique au Rwanda qui traite la question des soins non rémunérés, bien que plusieurs politiques l'abordent indirectement. La politique nationale de développement de la petite enfance s'attaque aux obstacles liés au développement des enfants âgés de trois à six ans. L'un des principes de cette politique est l'égalité des sexes, le développement de la petite enfance étant considéré comme une responsabilité à partager entre les hommes et les femmes. Mais cette politique ne répond pas aux besoins des enfants de moins de trois ans, de ceux qui ont des besoins particuliers et des enfants vulnérables, laissant de nombreux parents seuls face à la charge de la garde des enfants. Il n'y a pas non plus suffisamment de garderies pour répondre aux besoins des familles admissibles.

La politique nationale en matière de genre, qui est en cours de révision, vise à accélérer l'AEF avec pour objectif d'assurer l'égalité d'accès et de contrôle des ressources productives et des débouchés économiques pour les femmes et les hommes, les garçons et les filles. L'une des nouvelles questions politiques à résoudre concerne la forte participation des femmes aux activités domestiques, notamment les soins non rémunérés et l'utilisation limitée de sources d'énergie de substitution pour la cuisine.

Parmi les programmes qui traitent la question des soins non rémunérés figurent le programme conjoint des Nations unies sur l'autonomisation économique des femmes rurales (JPRWEE) et le programme POWER d'ActionAid Rwanda. Le programme JPRWEE s'attaque au problème des soins non rémunérés en promouvant des technologies d'économie d'énergie telles que les réservoirs de collecte d'eau, les serres, la gestion du compost et l'irrigation à petite échelle. Le programme conjoint, qui a été évalué en 2019, a grandement contribué à la réduction des soins non rémunérés grâce à son système d'apprentissage de l'action en faveur de l'égalité des sexes, à la sensibilisation des hommes et à la promotion des technologies d'économie

Principales politiques et plans nationaux concernant les femmes :

- Politique nationale en matière d'égalité des sexes (2010, révisée en 2020)
- Politique nationale de développement de la petite enfance (2011, révisée en 2016)
- Politique nationale de l'emploi (2007, révisée en 2019)
- Stratégie d'intégration de la dimension de genre dans les infrastructures (2017-2022)
- Politique foncière nationale (2004, en cours de révision)
- Politique nationale sur les coopératives au Rwanda (2018)

d'énergie. Grâce au programme POWER, ActionAid a créé 12 centres de développement du jeune enfant dans cinq districts pour les enfants âgés de trois à six ans, ce qui permet aux mères de s'adonner à un travail plus productif, tout en soutenant les femmes par des interventions qui leur font gagner du temps. Les conclusions d'une évaluation menée en mai 2020 devraient permettre de tirer des enseignements précieux.

Ségrégation entre les sexes sur le marché du travail

Les marchés du travail sont également visés par la politique nationale de l'emploi et le programme national pour l'emploi qui s'y rapporte, qui visent à créer suffisamment d'emplois productifs, à accroître les compétences et à créer des attitudes positives relatives au travail, en accordant une attention particulière aux jeunes et aux femmes.

Le droit du travail rwandais, modifié en 2018, interdit toute discrimination fondée sur le sexe. Il accorde également six semaines de congé de maternité à chaque femme employée dans le secteur public ou privé, et prévoit la couverture d'une heure par jour pour l'allaitement pendant un an et un mois supplémentaire en cas d'accouchement compliqué. Toutefois, ces dispositions ne profitent qu'aux femmes qui occupent un emploi formel, excluant la majorité qui travaille dans le secteur informel.

La stratégie d'intégration de la dimension de genre dans l'emploi a été élaborée pour promouvoir des stratégies d'emploi visant à combler les écarts entre les sexes. La participation des femmes est également encouragée par d'autres politiques et stratégies de promotion de l'emploi, notamment la stratégie nationale de développement des compétences et de promotion de l'emploi et la politique nationale de mobilité.

L'initiative Sceau d'égalité des genres, soutenue par le PNUD et le Bureau de suivi de l'égalité des sexes, vise

à éliminer les inégalités entre les sexes sur le lieu de travail tout en améliorant la vie de tous les employés et de leurs familles. Elle met l'accent sur l'intégration des sexospécificités, entre autres mesures, en éliminant les écarts de rémunération entre les sexes, en renforçant le rôle des femmes dans la prise de décision et en améliorant l'accès des femmes aux emplois non traditionnels. Il n'y a pas encore de preuve de l'efficacité de cette nouvelle initiative.

Action collective

Les coopératives sont un moyen important de renforcer l'action collective des femmes et permettent à celles-ci de développer leurs compétences et leur potentiel à titre d'entrepreneures. La politique coopérative nationale guide la légalisation et le fonctionnement des coopératives au Rwanda. Elle met l'accent sur l'adhésion à des coopératives inclusives afin d'étendre les avantages tels que le soutien mutuel, l'investissement conjoint et collectif et l'accès à des prêts à des taux d'intérêt plus bas aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées.

Parmi les initiatives et les mécanismes d'action collective visant à renforcer l'autonomie économique des femmes au Rwanda, citons : les associations villageoises d'épargne et de crédit; les organisations d'épargne et de crédit; les institutions de microfinancement; le programme Ubudehe, qui donne accès à des crédits sans garantie; et la stratégie de commerce transfrontalier qui cible les commerçantes qui sont en grande partie des femmes travaillant dans des coopératives.

Malgré le nombre de politiques et d'interventions qui traitent au moins indirectement de l'AEF, les auteurs notent que leur efficacité est limitée par :


- l'absence de politiques ou de cadres juridiques spécifiques à l'AEF;
- l'absence d'une base de données probantes pour étayer l'élaboration des politiques;
- un manque d'indicateurs sensibles aux sexospécificités pour suivre les résultats des politiques et des programmes;
- un échec à intégrer l'égalité des sexes et l'AEF en tant que questions reliées;
- une capacité limitée d'analyse sexospécifique;
- la faible couverture et la nature dispersée des programmes et des initiatives;
- des lacunes dans le financement des interventions visant à transformer les relations entre les sexes.

Axes thématiques de recherche


Dans l'ensemble, les recherches existantes sur l'AEF au Rwanda sont limitées, et les lacunes dans les données ventilées par sexe en fonction des secteurs et des districts créent un manque de données pour la prise de décision. En comblant ces lacunes, on peut accroître l'efficacité des politiques et améliorer la mise en oeuvre des programmes.

Axes thématiques d'un programme d'AEF :


La recherche-action peut contribuer à la réalisation des objectifs suivants :




Comblar les lacunes dans les données ventilées par sexe pour renforcer les éléments d'information nécessaires à la prise de décision.



Veiller à ce que les questions relatives à l'AEF soient prises en compte dans le plan de relance économique post-COVID-19 au Rwanda.



Renforcer la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des politiques et stratégies récemment révisées concernant l'AEF.



Renforcer les capacités de calcul de la valeur du travail de soins non rémunéré.

Un certain nombre de politiques et de plans récemment révisés, ainsi que ceux en attente d'évaluation, bénéficieraient d'une recherche-action avec les principales parties prenantes.

- Le plan de relance économique COVID-19, annoncé en avril 2020, ne comporte pas d'analyse sexospécifique, ni de plan précis pour mesurer son efficacité pour les femmes. Il existe peut-être une possibilité de communiquer et de fournir des données pour une modification éventuelle du plan afin de s'assurer que les questions liées à l'AEF sont prises en compte dans la mise en oeuvre.
- Le projet de politique nationale en matière de genre (en attente de l'approbation du cabinet) traite à la fois de l'AEF et du travail de soins non rémunéré. La politique est dotée d'un plan de mise en oeuvre, mais il manque un cadre de suivi et d'évaluation (SE) adéquat. Une formation sera également nécessaire pour renforcer les capacités de calcul de la valeur des soins non rémunérés.
- La politique nationale de l'emploi présente des lacunes à combler, notamment en ce qui concerne les normes et pratiques culturelles négatives et les niveaux de compétences insuffisants des femmes vulnérables pour les aider à être compétitives sur le marché du travail.
- La politique nationale de développement de la petite enfance révisée définit les obstacles à l'AEF et les mesures à prendre pour les surmonter, ainsi que leurs conséquences en termes de coûts. Il est possible de contribuer à la suppression de ces obstacles, en renforçant la mise en oeuvre et le suivi et l'évaluation de la politique révisée.

- La politique de protection sociale mise à jour et le plan stratégique qui s'y rapporte contiennent des données et des stratégies utiles pour assurer la mise en oeuvre des interventions, ainsi qu'un cadre de suivi et d'évaluation. L'analyse de ces données fournirait de la preuve pour étayer les futures interventions de l'AEF dans le secteur de la protection sociale.

Recommandations concernant l'utilisation des résultats de recherche

Dans tous les domaines thématiques, il sera important d'assurer la participation des parties prenantes - notamment les ministères, agences et départements gouvernementaux, les partenaires internationaux, les chercheurs et les organisations du secteur privé et de la société civile - qui jouent un rôle important dans la conception et la mise en oeuvre des programmes d'AEF. Bien qu'il soit important de publier régulièrement des études, des enquêtes et des examens pour fournir des informations actualisées et de la preuve claire, il est nécessaire de mettre en place des boucles de rétroaction précises avec les parties prenantes, les concepteurs et les exécutants des programmes dans les pays afin de faire progresser les thèmes spécifiques de l'AEF.

Outre la diffusion des résultats de la recherche, l'engagement avec les principales parties prenantes peut contribuer à lever les obstacles qui ont entravé la mise en oeuvre efficace des politiques, notamment les difficultés de mobilisation des ressources et de coordination et l'absence d'élaboration de politiques inclusives.

*L'initiative **Croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes (CEDEF)** – Afrique de l'Est vise à stimuler un changement transformateur pour faire progresser l'égalité des genres dans le milieu de travail. Il s'agit du fruit d'un partenariat entre la Fondation Bill et Melinda Gates, la Fondation William et Flora Hewlett et le Centre de recherches pour le développement international (CRDI) du Canada. S'appuyant sur le succès de l'initiative concertée CEDEF, CEDEF Afrique de l'Est vise à renforcer l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes marginalisées dans cinq pays cibles : l'Éthiopie, le Kenya, la Tanzanie, le Rwanda et l'Ouganda. Ce programme favorisera l'acquisition de nouvelles connaissances, innovations et solutions dans les pays afin d'étayer les règlements administratifs et les programmes relatifs au travail non rémunéré dans le domaine des soins, à la ségrégation des sexes sur le marché du travail et à l'emploi des femmes. Les activités seront menées en partenariat avec les praticiens, les gouvernements et les chercheurs des pays concernés.*

Des documents d'orientation ont été commandités pour chacun de ces pays afin de constituer une base de référence qui permettra de suivre les progrès de la mise en oeuvre de CEDEF Afrique de l'Est. Le document « Policy mapping : Women's economic empowerment in Rwanda », dont s'inspire le présent document, a été préparé par Judith K. Katarwa.

Financé par:

BILL & MELINDA
GATES foundation

WILLIAM + FLORA
Hewlett Foundation



IDRC | CRDI

International Development Research Centre
Centre de recherches pour le développement international

Canada

Growth and Economic Opportunities for Women (GrOW) East Africa

International Development Research Centre; PO Box 8500, Ottawa, ON, Canada K1G 3H9

Phone: +1 613 2366163

Fax: +1 613 657 7749

Email: grow@idrc.ca

Website: www.idrc.ca/grow-eastafrica